Le Burundi annonce la venue de sa délégation pour les consultations à Bruxelles

@rib News,Â 02/12/2015Â â€“ SourceÂ Belga Crise au BurundiÂ : Six ministres burundais mardi Ã Bruxelles pour des consultations aux frais de l'UEPas moins de six ministres burundais ont prÃ©vu de faire la semaine prochaine le dÃ©placement Ã Bruxelles pour entamer les "consultations" rÃ©clamÃ©es par l'Union europÃ©enne sur les atteintes Ã la dÃ©mocratie au Burundi, un pays secouÃ© par une grave crise depuis le printemps, tout obtenant de l'UE un financement partiel des frais de ce sÃ©jour, indiquent trois documents obtenus mercredi par l'agence Belga. C'est le ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res et de la CoopÃ©ration internationale, Alain AimÃ© Nyamitwe, qui emmÃ¨nera cette dÃ©lÃ©gation, composÃ©e de dix-huit personnes, pour des entretiens fixÃ©s au mardi 8 dÃ©cembre.

Les autres ministres sont ceux de l'IntÃ©rieur et de la Formation patriotique, de la Justice, des Finances, du Budget et de la Privatisation, des Droits de la Personne humaine, des Affaires sociales et du Genre. Le sixiÃ¨me est le ministre Ã la PrÃ©sidence chargÃ© de la Bonne gouvernance et du Plan, Pascal Barandagije, indique une liste des participants dont Belga s'est procurÃ©e une copie. La dÃ©lÃ©gation compte aussi un militaire, le colonel Ignace Sibomana, issu du service des renseignements militaires, et un dÃ©putÃ©, Joseph Ntakarutimana, membre du parti du prÃ©sident Pierre Nkunrunziza, le Conseil national pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie-Forces pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie (CNDD-FDD). Dans un autre document, lui aussi obtenu par l'agence Belga, le ministre des Finances, du Budget et de la Privatisation, Tabou Abdallah Manirakiza, sollicite, au nom du gouvernement de Bujumbura, un "appui" - le "financement des frais de voyage et de sÃ©jour" - pour permettre "Ã cette dÃ©lÃ©gation de pouvoir se dÃ©ployer" et "remplir aisÃ©ment sa mission". L'ambassadeur de l'UE Ã Bujumbura, Patrick Spirlet, a partiellement accÃ©dÃ© Ã cette demande, rÃ©vÃ¨le un troisiÃ¨me document. Il a accordÃ© une somme de 45 millions de francs burundais (soit environ 22.500 euros au cours actuel) prÃ©levÃ©e sur le Devis Programme NÂ°1 de la CÃ©lon (Cellule d'Appui Ã l'Ordonnateur national) et sa la ligne budgÃ©taire "missions Ã l'Ã©tranger". L'UE a invitÃ© le 26 octobre les autoritÃ©s du Burundi Ã des "consultations" sur les atteintes Ã la dÃ©mocratie dans ce pays secouÃ© par une grave crise depuis le printemps, une procÃ©dure susceptible de conduire Ã la suspension de l'aide europÃ©enne. L'UE a invoquÃ© la procÃ©dure prÃ©vue par l'article 96 de l'accord de partenariat UE-ACP (accords de Cotonou, ndlr) "en cas de non respect des Ã©lÃ©ments essentiels de l'accord que sont les droits de l'homme, les principes dÃ©mocratiques et l'Etat de droit". Le gouvernement burundais avait un moment laissÃ© plÃ¢ner le doute sur sa rÃ©ponse Ã la convocation de l'UE. La candidature, fin avril, du prÃ©sident Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat que ses adversaires jugent contraire Ã la Constitution et Ã l'accord d'Arusha qui a permis la fin de la guerre civile (300.000 morts entre 1993 et 2006), a plongÃ© le Burundi dans une grave crise Ã©maillÃ©e de violences. Au moins 250 personnes ont trouvÃ© la mort dans le pays depuis avril et plus de 200.000 sont dÃ©placÃ©es.